

# Thème I



## Objet, méthode et commerce mondial

L'économie internationale analyse les échanges de biens, de services et de capitaux *entre* pays. Elle analyse aussi les conditions dans lesquelles ont lieu ces échanges. Si la règle du libre-échange semble prioritaire, dans les faits, de nombreux pays recourent au protectionnisme. L'économie internationale mesure encore le prix de ces échanges, ce qui revient à intégrer la formation et l'évolution des taux de change entre monnaies distinctes. Pour le reste, l'économie internationale ne se différencie pas des autres branches de la science économique : elle est tout autant préoccupée par le comportement d'acteurs différenciés que sont les ménages, les entreprises, les États. Ceux-ci anticipent, arbitrent, affichent des motivations, calculent, se trompent de sorte que l'économie internationale comme discipline ne peut pas être assimilable à une science exacte. Cela oblige l'économiste, et pas seulement celui-ci, à beaucoup d'humilité et de rigueur dans les outils qu'il utilise.

Nous commençons par préciser ce que sont l'objet de l'économie internationale et la méthodologie utilisée (1). Nous poursuivons par présenter les thèmes clés de la discipline (2). Nous présentons ensuite les statistiques essentielles en matière de Production intérieure brute mondiale (3). Nous terminons par le commerce mondial des échanges de biens et services, en valeur, dans une dimension dynamique (4).

## I. Objet et méthodologie de l'économie internationale

L'économie internationale a plusieurs objectifs que nous précisons dans un premier temps. Pour les atteindre, elle recourt à divers outils méthodologiques, tant théoriques qu'appliqués.

### I.1. L'objet de l'économie internationale

L'une des particularités de l'économie internationale tient au fait qu'elle s'intéresse à des échanges entre États souverains, sans qu'il existe une gouvernance mondiale. Il n'y a donc aucune raison qu'elle propose *une* solution aux multiples interrogations qu'elle soulève. Ce n'est pas un problème majeur, sauf à considérer qu'il existe une main invisible, pour reprendre la terminologie smithienne, qui permettrait d'obtenir un équilibre général entre les offres et les demandes de biens et services, à un niveau de prix acceptable pour tous les agents. Comment imaginer que les comportements de plusieurs milliards d'habitants puissent se coordonner de telle manière qu'ils permettent à chacun d'être satisfaits ? Il est donc erroné de croire en un quelconque miracle des mécanismes des marchés qui permettrait que tous soient à l'équilibre, tant en quantité, qu'en qualité, chaque jour de l'année et sur chaque espace de la planète. Il reste que l'économie internationale est incontournable pour qui veut comprendre les rythmes de croissance, les niveaux de développement ou de sous-développement, les raisons du libre-échange ou du protectionnisme, la volatilité des taux de change, etc.

On peut d'abord considérer l'économie internationale comme le prolongement des économies nationales ou comme une économie globale qui inclut les économies nationales en ne faisant plus qu'un. Ainsi, il devient possible d'étudier l'économie

internationale comme l'économie d'un vaste ensemble qui représente tous les pays de la planète. Au même titre qu'une économie nationale, l'économie internationale a des objectifs de croissance économique et de développement humain, soit de création de richesses et de répartition des revenus. Faire en sorte que tous les habitants soient pourvus d'un emploi, ce qui signifie qu'ils puissent accéder à l'éducation, à la formation, au-delà de la satisfaction des besoins élémentaires que sont la faim, la santé, le logement, etc., devient l'objectif majeur. Reste à trouver les moyens de satisfaire cet objectif.

Les pays s'engagent dans le commerce mondial en espérant en retirer un gain. C'est semblable aux individus ou aux entreprises qui, au sein d'une même nation, s'engagent à produire deux biens différenciés avec pour objectif de les échanger par la suite et à condition qu'ils soient gagnants. Pour reprendre l'idée smithienne, un boulanger et un cordonnier ont chacun une spécialité, des compétences, un savoir-faire et il est préférable en terme de productivité qu'ils restent spécialisés car il n'y a aucune raison que le boulanger soit plus efficace dans la réparation de chaussures que le cordonnier et inversement. La seule contrainte est qu'ils échangent leur marchandise et leur service. Cela revient à accepter le libre-échange, sur un marché où aucun des deux ne peut, ni se soustraire à l'échange, ni en modifier les règles. Cet exemple au niveau de deux acteurs d'un seul pays peut se concevoir pour Adam Smith (encadré 1) entre deux ou plusieurs nations de sorte que chaque économie nationale peut retirer un gain de sa participation aux échanges. Mieux, en acceptant de produire un bien pour l'exportation, il devient possible de réaliser des économies d'échelle<sup>1</sup> dès lors que les débouchés sont plus nombreux. Chaque entreprise devient plus efficiente<sup>2</sup>.

Il apparaît que les faits sont plus controversés. On voit bien que ce qui vient d'être dit suppose implicitement que la demande mondiale relaie la demande nationale, que la compétitivité d'une entreprise nationale au temps  $t$  est considérée comme acquise au temps  $t+1$ , que de nouveaux acteurs ne peuvent pas perturber les conditions de l'échange en entrant sur le marché, que l'efficience acquise via notamment les économies d'échelle ne peut que perdurer, etc. Or, l'évolution des échanges internationaux entre les pays au début du  $xxi^e$  siècle tend à prouver que rien n'est jamais acquis en matière d'économie internationale. Le cas de la Chine est à cet égard un exemple révélateur. Jusqu'au 3<sup>e</sup> trimestre 2008, la croissance chinoise était vantée par la plupart des analystes ou experts, avec pour moteur essentiel une dynamique des exportations vers le reste du monde. Ensuite, dans un contexte de crise mondiale, les craintes se sont substituées à l'optimisme : la baisse de la demande mondiale du fait de la crise financière suivie de la crise économique a menacé les exportations chinoises et révélé les défis de demain (encadré 2). Les chinois ont réagi avec rapidité en soutenant la demande interne afin de compenser la baisse de la demande extérieure. C'est pour cette raison que l'État a injecté au lendemain de la crise 460 milliards de dollars dont plus de la moitié pour des dépenses d'infrastructures. *In fine*, la croissance chinoise s'est maintenue : 9,5 % en 2008, 8,3 % en 2009 et 9,2 à 10,2 % en prévision pour 2010 (OCDE).

1. L'augmentation des quantités produites permet une réduction du coût unitaire.

2. Le terme d'efficience désigne la meilleure situation possible. On dira qu'une entreprise est efficiente si, à partir de ses ressources disponibles, elle obtient la plus grande quantité de produit. En d'autres termes, elle évite le gaspillage.

### Encadré 1 : La théorie des avantages absolus d'Adam Smith et la théorie des avantages comparatifs de David Ricardo

Adam Smith publie en 1776 *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*. Il valorise les bienfaits du libéralisme, du marché, de l'échange, de la division du travail. Bien que la « main invisible » du marché concourt à la meilleure allocation possible des ressources disponibles et permet de concilier intérêt général et intérêt particulier, l'auteur expose les rapports de force qui sont au cœur des relations sociales et ne manque pas de souligner certaines failles de l'économie libérale de marché de sorte que l'intervention de l'État est jugée nécessaire pour faire respecter les mécanismes du marché. Par exemple, la constitution d'un monopole remet en cause le principe du prix d'équilibre sur un marché; s'il satisfait l'intérêt particulier, il va à l'encontre de l'intérêt général<sup>1</sup>.

L'auteur développe en matière d'économie internationale la théorie des avantages absolus. Dès lors qu'un pays étranger, l'Angleterre par exemple, peut fournir à un autre pays, le Portugal, une marchandise (du drap) à un prix compétitif, inférieur au prix que le Portugal ne pourrait en fournir lui-même, il est préférable que ce dernier en importe et paie le drap avec une partie du produit de sa propre industrie (viticole par exemple). Cette analyse suppose que l'Angleterre ne peut produire du vin à un prix aussi compétitif que le vin portugais et qu'il lui est préférable d'importer du vin portugais qu'elle pourra payer grâce aux revenus des exportations de drap. L'un et l'autre des deux pays tirent un avantage absolu en se spécialisant soit dans le drap, soit dans le vin, et à condition, bien entendu, de respecter le libre-échange.

En publiant en 1817 *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, David Ricardo poursuit la thèse libre échangiste d'Adam Smith. L'auteur montre que, même en l'absence d'avantages absolus, les pays tirent profit des échanges internationaux, si et seulement s'ils détiennent des avantages comparatifs. On peut reprocher en effet à la thèse smithienne que, soit l'Angleterre, soit le Portugal ne dispose pas d'avantages absolus pour l'une des deux marchandises. Dit autrement, l'un des deux pays, l'Angleterre, produit les deux marchandises à un prix plus compétitif que l'autre. Cela ne doit pas empêcher les échanges selon Ricardo car le pays le plus compétitif pour les deux marchandises est, sauf exception, encore plus compétitif pour l'une d'entre elles. Et inversement, le Portugal peu compétitif pour le vin par exemple, sera encore moins compétitif pour le drap. Cela revient à considérer que l'Angleterre doit se spécialiser dans la marchandise pour laquelle son niveau de compétitivité est le plus élevé (le drap), quand bien même elle dispose aussi d'une meilleure compétitivité pour le vin. Le Portugal souffre d'un double désavantage compétitif mais celui dans le vin est moindre et c'est donc dans cette production qu'il va pouvoir se spécialiser afin de participer aux échanges. On comprend bien l'interdépendance des deux nations car si l'une refuse de se spécialiser, faute d'un gain espéré, l'autre se retrouve isolée dans ses échanges extérieurs et, à son tour, elle ne peut se spécialiser. La perte est globale pour les deux pays et la démonstration est faite pour Ricardo que le libre-échange est la solution préférable.

1. Sauf dans certains cas qui nous renvoient à l'économie publique, au monopole naturel ou aux biens publics.

### Encadré 2: La Chine face à quelques défis

Au cours des quinze dernières années, les articles et analyses relatives à la Chine ont porté sur l'exceptionnel taux de croissance économique annuel. D'autres, moins nombreux, ont abordé divers défis tel le vieillissement de la population : les plus de 65 ans vont passer de 8 % en 2005 à 16 % en 2030. C'est entre autre la conséquence de la politique de l'enfant unique amorcée dans la seconde moitié du siècle dernier et qui vient d'être remise en cause en 2010. Faute d'un système de protection sociale développé, c'est à l'enfant unique que revient la prise en charge de ses parents au moment de la retraite et de la vieillesse ; ce système est difficilement viable quand il faut prendre en charge les deux parents, à moins d'appartenir aux catégories sociales élevées.

Mais, et c'est un autre défi, la Chine est confrontée à des disparités et des inégalités en matière de développement régional, entre les urbains et les ruraux et entre les riches et les pauvres : la part des revenus des 10 % les plus pauvres est estimée à 2,4 % tandis que celle des 10 % les plus riches est estimée à 31,4 %. Au cours de la période 2000-2007, 36,3 % de la population vivait avec au mieux 2 dollars US par jour. Pour les catégories moyennes et supérieures qui vivent à Pékin, Shanghai ou Shenzhen et dont le niveau de vie (voire le mode de vie) ressemble au standard européen, il y a fort à parier qu'elles vont aspirer à élever leur standing, à projeter pour leurs enfants une insertion professionnelle et sociale au moins semblable à la leur et à une plus grande liberté de mouvement, de parole, de représentation, syndicale ou politique.

Un autre défi touche les migrations internes qui interpellent les autorités car, à côté de citoyens plutôt sédentarisés, de nombreux paysans viennent occuper des emplois en ville, le temps des chantiers, pour repartir à la campagne ensuite. Un taux de croissance du PIB de l'ordre de 10 % (soit un taux considéré comme très élevé) a permis de créer assez d'emplois pour éviter une hausse du chômage, des salaires impayés, des révoltes urbaines, etc. Un taux inférieur à 10 % est considéré par les autorités comme une source d'inquiétudes.

Enfin, si la Chine est devenue premier exportateur en 2009, premier marché automobile en 2009 et, bientôt, deuxième puissance économique mondiale, elle le doit à sa compétitivité qui repose notamment sur la sous-évaluation du yuan. Il n'est pas certain que les chinois pourront refuser éternellement l'appréciation de leur monnaie, réclamée par leurs partenaires et qui représente un atout non négligeable.

On comprend bien à travers cet exemple réel que l'une des spécificités de l'économie internationale consiste à prendre en considération l'interdépendance entre les acteurs, quels qu'ils soient. C'est à la fois un avantage et un inconvénient. Un avantage car il n'est pas possible d'agir seul, du moins pendant un certain temps, ni de réagir seul. On l'a compris avec la crise citée, tant à propos de sa diffusion à l'échelle planétaire (on parle de crise systémique) que des premières décisions de la part des États et des institutions internationales. C'est aussi un inconvénient eu égard à la complexité des relations, des acteurs, des pouvoirs de décision, des conflits d'intérêts nationaux, des alliances ou des oppositions. Quand on y ajoute l'absence d'une gouvernance mondiale, on ne peut être que prudent dans l'analyse des faits, des remèdes à prescrire et des probabilités de résoudre les problèmes et/ou conflits.

## 1.2. La boîte à outils en économie internationale

L'économiste dispose d'outils mis au service de la discipline. En économie internationale, on retrouve de nombreux aspects méthodologiques utilisés par ailleurs en science économique. Nous commencerons par distinguer les variables *endogènes* et les variables *exogènes* : s'il est possible d'expliquer les premières, les secondes sont considérées comme des données qui s'imposent. Pour l'économie française, par exemple, le prix du baril de pétrole apparaîtra comme une variable exogène. Mais si l'on se situe au niveau de l'économie internationale, cela devient plus compliqué, à moins de considérer que le prix du baril s'impose à tous, en dehors de tout comportement d'offre ou de demande, en dehors de tout mécanisme de marché. Nous comprenons alors que la distinction entre les variables exogènes et endogènes devient arbitraire. Les experts et/ou décideurs (nationaux) peuvent assez facilement rejeter sur l'autre (l'extérieur) les raisons d'un déséquilibre macroéconomique national. L'inflation dans un pays x ou y serait ainsi due à la hausse du prix du pétrole, sans qu'on sache qui est à l'origine de cette hausse. Cette acrobatie est d'autant plus difficile à accepter que l'économiste est amené à simplifier la réalité pour émettre des hypothèses.

*Théorie et réalité* ne sont pas toujours en phase, ce serait même le contraire. Ce n'est pas spécifique à la science économique. Le monde est trop complexe pour qu'on puisse éviter des hypothèses simplificatrices. Mais il est un fait que par la simplification, l'économiste renforce le caractère artificiel de la distinction citée et toute variable exogène ne l'est pas *de facto*. Doit-on par exemple considérer que le réchauffement climatique et l'effet de serre sont des caprices de la nature ou davantage la conséquence de la société de consommation ? L'analyse des faits économiques, qu'elle soit empirique ou théorique, nécessite de prendre en compte à la fois les comportements individuels et les structures dans lesquelles ils s'insèrent. Les interactions entre individus et structures sont très complexes. Le monde réel ne peut être expliqué que par des raisonnements qui reposent, initialement, sur des hypothèses simplifiées. Cela exige de l'économiste de l'humilité. Pour autant, il doit préserver un esprit critique.

Pour ce faire, il a le choix entre se situer dans le domaine de *l'économie positive* qui s'abstient de tout jugement de valeur ou dans celui de *l'économie normative* dans

lequel il est disposé à formuler des jugements et à recommander des actions. La tentation est grande de donner un avis plutôt tranché et les économistes sont à ce sujet très partagés. Si pour les uns, l'économie doit être autonome, pour les autres, elle est par nature *politique*. L'une des questions essentielles de la discipline – la rareté – permet de mieux situer le débat. La rareté, comme phénomène fondateur du problème économique, se trouve être aussi fondatrice du problème politique car elle pose à la fois la question de l'usage efficace des ressources et celui de leur répartition. Elle soulève donc à la fois la question de l'efficacité et celle de la justice et elle peut dès lors nécessiter une approche qui intègre les mécanismes de marché et les institutions. La crise financière de fin 2008 a de ce point de vue montré que celles et ceux qui se réclamaient du tout marché ont échoué. Rien ne garantit que celles et ceux qui prônent depuis le retour de l'État aient davantage raison. Si l'idée d'une régulation des mécanismes du marché est souhaitable, rien ne permet d'affirmer que ce sont *de facto* les États qui sont les mieux à même d'y parvenir. La crise économique qui a suivi la crise financière citée a notamment montré que plusieurs pays avaient assez rapidement recommandé le retour au protectionnisme. Du point de vue de l'économie internationale dans sa version libre échangiste, c'est une aberration. Du point de vue de l'économie politique, d'aucuns affirmeront que cela s'est souvent (ou toujours) terminé par des conflits entre nations.

On aura compris ici que la question de la *gouvernance* est cruciale, *a fortiori* si l'on se situe en économie internationale. Il n'existe pas de gouvernance mondiale. Quand on sait que la gouvernance à un niveau national est difficile, on mesure les difficultés d'une gouvernance à plus grande échelle, comme dans le cas de l'UE par exemple. D'un point de vue méthodologique, ce sont donc les rapports de l'État aux *actions collectives* qui sont ici posés. Des expériences des années 1990, la grande leçon est que l'action des pouvoirs publics dans les domaines tels que l'éducation, la santé, les droits civiques fondamentaux est plus importante et plus difficile qu'estimée auparavant. Elle est plus difficile pour des raisons économiques : il n'est pas simple de créer des institutions efficaces, dotées de mécanismes d'incitation adéquats. Elle est difficile aussi pour des raisons politiques et sociales car il est souvent impossible de réussir une coalition politique autour de la nécessité du changement.

L'analyse du rôle de l'État nous oblige à réfléchir sur sa genèse, sa légitimité, son action, ses moyens, sensiblement différents selon les pays. Les débats entre ce que doit être son degré d'intervention et le respect des règles de l'économie de marché restent de grande actualité. Nous pourrions assimiler ces débats au « ni-ni », ni le tout État, ni le tout marché. Cela ne signifie en rien qu'il faille tout assimiler et que les concepts, quels qu'ils soient, soient devenus neutres. Mais les analyses réclamant une centralisation du pouvoir économique ou celles privilégiant l'ouverture des pays aux innovations financières, aux mouvements de capitaux, à la libre régulation du marché, sans un minimum de règles, sont moins en vogue. L'État n'est pas (plus) l'ennemi du marché, mais le marché sans l'État peut devenir un marché dans tous ses états (Lenoir 1992<sup>1</sup>).

La richesse de la science économique, ce que d'autres considèrent comme sa faiblesse, est qu'elle n'est pas une, ni dans ses hypothèses, ni dans ses investigations, ni dans

---

1. Lenoir R. (1992), « Le marché sans l'État », *Problèmes économiques*, n° 2282, 1<sup>er</sup> juillet, p. 5-7.

ses résultats, encore moins peut-être dans ses recommandations. Elle oblige ainsi l'économiste à se questionner en permanence, sans avoir à craindre la remise en cause de conclusions passées. De nombreuses projections et autres analyses prospectives n'ont jamais été suivies par les faits. L'intérêt de disposer de grilles analytiques multiples pour comprendre et analyser les faits économiques, particulièrement en économie internationale du fait de la multiplicité des acteurs, ne peut donc échapper à quiconque. D'un point de vue méthodologique, il est possible de privilégier les analyses qui portent sur la *théorie empirique* plutôt que sur la *théorie formelle*. La théorie empirique met en avant la nécessité de comprendre la réalité. Ses propositions doivent être validées par l'analyse des données. La théorie formelle, qui adopte la démarche déductive, est beaucoup plus soucieuse de la démonstration logique au point qu'elle peut être assimilée à un ensemble de théorèmes. Si elle doit respecter des critères de cohérence interne, elle n'a pas à être validée empiriquement. Il nous semble pourtant que l'étude des cas concrets permet de découvrir quelques failles dans les raisonnements théoriques. Or, la méthode scientifique consiste à soumettre la théorie à l'épreuve des faits.

En économie internationale, c'est un véritable dilemme. Soyons justement concrets : les statistiques internationales ne sont pas responsables des échanges de biens et services non déclarés. C'est pourtant un fait qui masque les chiffres officiels, notamment si ces échanges ont lieu le long de frontières perméables. C'est ainsi que certains pays ont au niveau de l'enregistrement de leur commerce extérieur des flux d'exportation de marchandises qu'ils ne produisent pas. On en déduit qu'elles ont été préalablement importées. Or, aucune statistique nationale ne le mentionne. Ce sont en réalité des importations clandestines qui sont ensuite, pour partie, réexportées. Autre exemple : au sein de pays exportateurs de produits agricoles ou agroalimentaires, autant il est possible de comptabiliser les tonnes de café à l'exportation, autant il n'y a pas de comptabilité relative aux fruits et légumes cultivés au sein des plantations de café. Ce sont pourtant là des biens consommés par la population locale et/ou commercialisés vers les zones urbaines du pays ou dans les pays limitrophes, source de revenus. Enfin, est-il nécessaire de rappeler que de nombreuses activités domestiques ne sont pas comptabilisées dans les PIB nationaux faute d'être connues et/ou déclarées : le jardinage, le bricolage, les travaux de maison, les échanges de services entre amis ou voisins, etc. Toute approche ignorant ces faits passe en partie à côté de la réalité et peut faire valoir des situations économiques nationales ou locales erronées.

*In fine*, la boîte à outils en économie internationale n'est pas parfaite. Les analyses sont complexes mais elles n'autorisent pas à dire tout et son contraire. L'utilité de la discipline qui nous intéresse tout au long de ce livre est de donner quelques clés explicatives, en essayant autant que possible d'être rigoureux. Cela commence par avouer les limites de la démarche, sans pour autant nier son utilité. Ainsi, les prévisions ne sont-elles pas toujours suivies des faits, ce n'est pas pour autant qu'il faut cesser de les proposer. De là à en faire une apologie, il y a un pas à ne pas franchir.